

TENNEVILLE. — Un arrêté ministériel du 20 avril 2011 approuve la délibération du 27 décembre 2010 par laquelle le conseil communal de Tenneville a décidé d'adhérer à l'Intercommunale pure Idelux Projets publics.

TROIS-PONTS. — Un arrêté ministériel du 8 avril 2011 approuve la délibération du conseil communal de Trois-Ponts du 20 décembre 2010 relative à la participation de la commune à la création de l'ASBL "KadriCulture" ainsi qu'à l'adoption de ses statuts.

VERVIERS. — Un arrêté ministériel du 27 avril 2011 annule la délibération du 19 décembre 2010 par laquelle le comité de gestion de la mosquée Assahaba dont le siège social est établi à 4800 Verviers, rue de Hodimont 244, a procédé à la désignation de M. Walid Zouane en qualité de membre effectif et trésorier.

WAVRE. — Un arrêté ministériel du 8 avril 2011 approuve la délibération du 15 mars 2011 par laquelle le conseil communal de Wavre a décidé de souscrire des parts bénéficiaires dans le capital d'IBW pour un montant de € 86.048 correspondant aux travaux d'égouttage de diverses voiries Phase I.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2011/202078]

Protection du patrimoine

LIEGE. — Par arrêté ministériel du 26 janvier 2011, la totalité des toitures de l'ancien siège de l'association des ingénieurs électriciens issus de l'Institut Montefiore, sis rue Saint-Gilles 31, à Liège, est classée comme monument conformément aux dispositions des articles 196 à 204 et 206 à 207 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

LIEGE. — Par arrêté ministériel du 22 février 2011, l'habitation sise rue de Campine 402, à Liège, dite "Maison Mozin", à l'exclusion des nouveaux équipements techniques des cuisines (principale et du studio) et des salles de bain (principale et du studio) est classée comme monument conformément aux dispositions des articles 196 à 204 et 206 à 207 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

Une zone de protection est établie aux abords du bien classé conformément aux dispositions de l'article 209 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2011/202077]

Routes de la Région wallonne

Un arrêté ministériel du 1^{er} avril 2011 désaffecte les parcelles de terrain reprises au plan n° N-K10509¹, situées à proximité de l'autoroute A7 à Wauthier-Braine, 2^e division, section A, 6G, 6F, 7F et 20^E, sur le territoire de la commune de Braine-le-Château, en vue d'une vente éventuelle.

Un arrêté ministériel du 19 avril 2011 qui entre en vigueur le 19 avril 2011, incorpore dans la voirie communale de la ville de La Louvière qui l'accepte, le tronçon de la voirie dite rue Alexandre André à Houdeng-Goegnies, réalisé dans le cadre de la modernisation du canal du Centre à grand gabarit tel que repris au plan n° DO242-6138A dressé par la Direction des Voies hydrauliques de Mons.

Le même arrêté incorpore dans la voirie communale les trottoirs, les accotements, les avaloirs ainsi que le réseau d'égouttage y compris le drain au carrefour de la rue Trieu à Vallée, les caniveaux pour sociétés concessionnaires, les chambres de tirage et de visite, à l'exclusion des talus, de la superstructure du pont-cadre et des terrains qui ne dépendent pas directement de la voirie.

Le dossier et le plan peuvent être consultés à la Direction des Voies hydrauliques de Mons de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques, rue Verte 11, à 7000 Mons.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2011/202020]

Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. — Office wallon des déchets. — Acte modifiant l'acte du 29 avril 2008 procédant à l'enregistrement de la SPRL SOBECA, en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux

L'Inspecteur général,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, tel que modifié;

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes;